

Les crédits

res régionaux que par les gouvernements supérieurs. Il importe également que le gouvernement fédéral s'engage à respecter le cadre «métropolitain» de développement et d'aménagement de la région.

En fait, il faudra que le gouvernement fédéral reconnaisse la région métropolitaine de Montréal comme «l'interlocuteur de la ville-région» en matière économique et qu'il coordonne, à l'échelle du territoire métropolitain, son action en matière de développement économique. L'inefficacité du gouvernement libéral en matière de développement régional se traduit par un fouillis administratif et des dédoublements stériles préjudiciables à l'essor économique de toutes les régions.

En effet, j'aimerais citer les derniers chiffres de l'EDER, l'Entente de développement économique régional. Pour sa dernière partie, et à quelques mois de son échéance, le 31 mars 1993, les deux gouvernements n'avaient dépensé que 281 millions, à savoir à peine 34 p. 100 des 820 millions prévus. Québec et Ottawa font, ici, autant piètre figure l'un que l'autre. Le premier n'a dépensé que 126 millions des 380, soit 33 p. 100, alors que le second, soit le gouvernement fédéral n'y a consacré que 155 millions des 440 millions prévus, soit 35 p. 100.

L'inefficacité du gouvernement fédéral en matière de développement régional, Montréal en a déjà payé le prix largement.

[Traduction]

Mme Jean Payne (St. John's-Ouest): Monsieur le Président, je veux remercier le député pour son discours et pour les nombreuses remarques qu'il a faites au sujet de la solidarité et la collaboration entre les régions.

• (1235)

Je voudrais demander au député s'il est d'avis que le même genre de collaboration devrait exister entre les provinces, particulièrement entre le Québec et les autres provinces du Canada. Je veux savoir s'il croit que c'est à cause du Bloc et de sa philosophie quant à la façon de diriger les affaires du pays que nous n'avons justement pas la solidarité et la collaboration dont nous aurions grandement besoin.

[Français]

M. Daviault: Monsieur le Président, je trouve que nous avons perdu énormément de temps, ce matin, à parler de grands dossiers nationaux, alors que le dossier du développement régional requiert notre attention. On n'a pas intérêt, dans un dossier comme celui-là, à susciter de la provocation respectueuse. Ce n'est pas ce que je pense que la députée fait de toute façon, mais je pense qu'on a eu des exemples, ce matin, qui n'ont pas été très édifiants.

Mais là-dessus, je pense que nous ne sommes pas une cause, nous sommes une conséquence. Imaginez, après huit ans, neuf ans de régime conservateur, après la TPS, après les scandales,

après tout ce que le gouvernement conservateur nous a fait subir pendant neuf ans, les Québécois se sont encore souvenu de 1982, se sont encore souvenu du gouvernement Trudeau et n'ont pas fait confiance au Parti libéral. On nous ramène toujours au livre rouge. Le livre rouge, au Québec, aux élections, a été battu. Tous les analystes du Canada anglais se plaisaient à dire qu'il n'y aurait, pas dans cette Chambre, au lendemain de l'élection d'octobre, dix députés du Bloc.

Mais la population québécoise a la mémoire longue et dans ce sens-là, il faut qu'il y ait de grands gestes qui soient posés. En comité, j'ai parlé avec la greffière principale du Conseil privé qui me parlait du point d'équilibre qu'il fallait trouver après Charlottetown. Il n'y a pas de proposition sur la table. Où est-il, le point d'équilibre entre les régions et le gouvernement fédéral? L'adjoint parlementaire qui s'est énervé, tout à l'heure, au sujet de l'indépendance du Québec—je ne mentionnerai pas son nom—a une vision unitaire du Canada. Il a droit à sa vision, je la respecte, mais cette vision a été rejetée et elle l'est constamment. Où va-t-on trouver le point d'équilibre entre un Canada anglais qui trouvait que Charlottetown donnait trop de pouvoir au Québec, et le Québec qui disait que c'était des miettes?

Mme Pierrette Ringuette-Maltais (Madawaska—Victoria): Monsieur le Président, j'aimerais remercier le député bloquiste qui m'appuie en indiquant qu'effectivement, les programmes de développement économique régional, en particulier ceux qui se rapportent à certaines parties de l'Atlantique ou à la région gaspésienne du Québec, ne sont pas des programmes de charité comme l'avait indiqué le député réformiste qui avait été lourdement applaudi, d'ailleurs, par certains collègues bloquistes.

J'aimerais aussi parler du fait qu'effectivement, les Canadiens et les Québécois ont bonne mémoire. En ce qui a trait aux politiques de développement économique régional, je me souviens, alors que j'habitais sur la Côte-Nord du Québec, d'une révolution industrielle, économique et sociale au Québec, dans les années 1970, au moment où on avait un gouvernement libéral fédéral à Ottawa. Je me souviens de cela. Mais parfois, certaines gens ont une mémoire sélective. On se souvient des choses qui pouvaient être moins nécessaires dans le contexte du moment, mais on se souvient rarement et on vante rarement les bonnes choses. Donc, on fait preuve de mémoire sélective.

• (1240)

En ce qui concerne aussi les propos du député, j'aimerais mentionner que moi, députée de Madawaska—Victoria au Nouveau-Brunswick, je ne fais pas partie du Canada anglais. Monsieur le Président, il n'y a pas de Canada anglais, ni de Canada français. Il y a un Canada, d'un bout à l'autre du pays, une nation, formée de peuples fondateurs, formée d'immigrants, dont nous sommes tous extrêmement fiers.

Le vice-président: Je reconnais maintenant l'honorable député d'Ahuntsic pour la même période de temps que la députée qui vient de parler.